



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 18 novembre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées** Visite d'inspection du 23 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CA Grand Châtelleraut**

Lieu-dit « L'Oisillon »  
86210 Bonneuil-Matours

Références : 2025 1397 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007210459

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 novembre 2025 de la déchetterie exploitée par la CA Grand Châtelleraut et implantée lieu-dit « L'Oisillon » 86210 Bonneuil-Matours. L'inspection a été annoncée le 14 octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CA Grand Châtelleraut
- Lieu-dit « L'Oisillon » 86210 Bonneuil-Matours
- Code AIOT : 0007210459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La création de cette déchetterie, courant 2015, visait à remplacer trois déchetteries situées sur les communes d'Archigny, de Bonneuil-Matours et de Vouneuil-sur-Vienne.

Cette déchetterie comprend :

- une aire technique pour trois colonnes d'apport volontaire, à l'extérieur du site : verre / papiers et journaux / vêtements ;
- une aire technique pour la collecte des déchets composée :
  - d'une plate-forme de déchargement située en haut de quai (8 conteneurs) ;
  - d'une zone de stockage en bas de quai (4 conteneurs) ;
  - d'une plate-forme recueillant les déchets verts des usagers, avec une activité de broyage ;
- un local pour le gardien.

### Thèmes de l'inspection :

- Suivi des suites de la visite du 20 novembre 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions d'exploitation	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Consistance installation	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Localisation des risques	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Vérification périodique	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Stockage des huiles	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R. 541-45	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R. 541-43	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Contrôle des accès	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.1.4
8	Déchets dangereux – dispositions générales	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 8.1.1
9	Broyage de déchets verts	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 8.1.1

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de répondre aux faits susceptibles d'entraîner des suites, en particulier concernant : la formation du personnel au risque incendie, la vérification des impacts éventuels liés aux modalités d'organisation, le contrôle de l'intégrité et de l'étanchéité du bassin de rétention, les actions correctives relatives à la borne à huile, la mise à jour du registre chronologique des déchets sortants, ainsi que la tenue du registre des déchets non dangereux conformément aux dispositions réglementaires (code déchet, code traitement, etc.). Une visite sera réalisée courant 2026 pour vérifier la mise en œuvre de ces actions et une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. »</i>
<b>Constats :</b> <b><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></b> Pour l'ensemble des déchetteries de la Communauté d'Agglomération de Grand Châtellerault (CAGC), les responsables désignés sont deux chefs d'équipe. Malgré la formation des agents à la manipulation des déchets diffus spéciaux (Eco-DDS), l'exploitant ne dispose pas sur site des attestations de formation des responsables et des opérateurs. De plus, aucun agent n'a reçu de formation aux risques incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction.  <b><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></b> Le listing des formations réalisées par les deux chefs d'équipe a été transmis à l'inspection par courrier en date du 3 mars 2025. Ce courrier précise qu'une formation sur le risque incendie et la manipulation des moyens d'extinction a fait l'objet d'une demande auprès du service des ressources humaines et qu'une attestation sera transmise dès que les agents auront été formés. Lors de notre visite, il nous a été indiqué que cette formation est programmée pour le début de l'année 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Former les opérateurs aux consignes liées au risque incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction présents sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Consistance installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Capacité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« [...] Les quantités maximales de déchets présentes sur le site ne devront pas dépasser :</i>

- 30 m<sup>3</sup> pour chacun des déchets suivants : le bois, le carton, le tout-venant, la ferraille, les pneus, les plastiques durs, les meubles et la recyclerie, les déchets électroniques (DEEE) ;
- 17 m<sup>3</sup> de déchets dangereux des ménages (DMS) et batteries.
- 16 m<sup>3</sup> de déchets d'emballages légers (DEL) ;
- 10 m<sup>3</sup> pour le polystyrène ;
- 10 m<sup>3</sup> pour les gravats ;
- 5 m<sup>3</sup> pour les films plastiques ;
- 1 m<sup>3</sup> d'ampoules et néons ;
- 12 kg de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ;
- 800 litres d'huiles de vidange ;
- 200 litres de piles ;
- 0,25 m<sup>3</sup> de consommables bureautique ;
- 630 m<sup>3</sup> pour les déchets verts. »

#### **Constats :**

##### **Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'inspection constate la présence, en haut de quai, de zones limitées de collecte complémentaires dans le cadre de la collecte des déchets entrant dans les filières de Responsabilité Élargie du Producteur (REP) récentes, notamment pour le bricolage, le jardinage, les jouets, ainsi que pour le sport et les loisirs.

L'exploitant signale avoir arrêté la collecte des DASRI et des DEL (Déchets d'Emballages Légers).

L'inspection rappelle que tout changement dans l'organisation ou l'affectation des bennes ou des zones de collecte doit conduire à une réévaluation de l'étude de danger et des impacts associés.

##### **Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Un courrier en date du 3 mars 2025 a été transmis à l'inspection. Il précise les nouvelles modalités d'organisation, notamment l'affectation des bennes et des zones de collecte, faisant suite à notre visite du 20 novembre 2024. Ce courrier indique également qu'une étude est en cours, réalisée par le bureau d'études AUSTRAL, afin de nous transmettre les éléments d'appréciation relatifs à l'évaluation des impacts et des dangers, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour les limiter. Lors de notre visite, l'exploitant s'est engagé à nous transmettre cette étude sous un délai de deux mois.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Nous transmettre le porter à connaissance, complété par les éléments d'appréciation relatifs à l'évolution des impacts et des dangers, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour les limiter, réalisé par le bureau d'études AUSTRAL, conformément aux indications du courrier précité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 3 : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des risques

##### **Prescription contrôlée :**

« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

<i>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. »</i>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site indiquant pour chaque zone de stockage les types et volumes de déchets entreposés ainsi que les risques associés.</p> <p>Ce plan doit être complété par l'ajout des zones ATEX (Atmosphère Explosible) potentiellement présentes sur le site, ainsi que par tous les dispositifs de sectionnement permettant de limiter tout écoulement en dehors du site (comme les vannes de sectionnement).</p> <p>L'inspection constate que la vanne de sectionnement est placée en aval du débourbeur-déshuileur (DSH). En cas de sinistre, il conviendra de faire curer le DSH avant la réouverture de la vanne de sectionnement afin d'éviter toute pollution extérieure.</p> <p><b><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2024 :</u></b></p> <p>Un délai supplémentaire a été demandé par courrier en date du 3 mars 2025. Lors de notre visite, l'exploitant s'est engagé à nous transmettre le plan général complété sous un délai de deux mois.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre à jour et compléter le plan général avec les éléments manquants notamment les zones de stockages des déchets des nouvelles filières REP, les zones atex et la vanne de sectionnement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 71.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle des accès
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>« Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée, en dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés, conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation.</i></p> <p><i>Le site est entièrement clôturé avec des panneaux rigides d'une hauteur de 2 mètres minimum ; l'accès des usagers s'effectuera par un portail, avec autorisation d'entrée par badge magnétique, qui restreindra l'entrée au site pendant les heures d'ouverture. »</i></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est sécurisée par une clôture interdisant l'accès non autorisé. Un accès principal aménagé permet un fonctionnement normal du site. Les issues de l'installation peuvent être fermées en dehors des heures d'ouverture, et un panneau à l'entrée principale indique clairement les jours et les heures d'ouverture.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</i></li> <li><i>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une</i></li> </ul>

description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;

- d'une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les eaux d'extinction seront canalisées vers le bassin de rétention de 160 m<sup>3</sup> et contenues dans celui-ci. Une vanne manuelle placée en sortie de bassin de rétention, permettra de placer l'ensemble du site sur rétention. »

#### **Constats :**

##### **Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'installation est dotée de :

- un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours en période ouvrée (téléphone mobile) ;
- un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, conformément à l'article 71.1 ;
- deux extincteurs ;
- une réserve d'eau (bâche) de 120 mètres cubes destinée à l'extinction incendie ;
- un bassin de rétention de 160 m<sup>3</sup> et une vanne de sectionnement pour collecter les eaux d'extinction d'un incendie.

L'exploitant ne dispose pas de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours qui justifie la conformité des prises de raccordement aux normes en vigueur, permettant ainsi au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.

L'inspection est étonnée que le site ne dispose que de deux extincteurs. L'exploitant indique que ce nombre était prévu dans le dossier de demande d'autorisation initiale.

L'inspection constate la présence anormale de végétaux dans le fond du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.

##### **Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Le poteau incendie bleu, poteau d'aspiration référencé sous le n° 860329016 dans la base PIGMA de la Vienne, indique qu'un débit de 120 m<sup>3</sup> est délivrable. Lors de notre visite, l'exploitant précise que l'entreprise en charge de la vérification annuelle des extincteurs sera missionnée afin d'évaluer les moyens de lutte contre l'incendie. Un devis a été demandé à l'entreprise ORTEC pour la vidange et le curage du bassin de rétention, ainsi que pour le contrôle de son étanchéité. L'intervention est prévue courant décembre 2025.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Justifier que le nombre d'extincteurs et leur type sont suffisants et adaptés au site ;
- éliminer les végétaux présents dans le bassin de rétention et curer le fond du bassin de rétention ;
- transmettre les justificatifs d'élimination de ces déchets ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>contrôler et justifier l'intégrité structurelle et l'étanchéité de la bâche du bassin de rétention.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Vérification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></b></p> <p>Le site compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>deux extincteurs : contrôle réalisé le 23/05/2024 par la SARL DEFMI ;</li> <li>des détecteurs de fumées : le contrôle des piles est réalisé ponctuellement via le bouton test présent sur les détecteurs néanmoins le déclenchement en présence de fumée de ces dispositifs n'est pas testé ;</li> <li>installation électrique : contrôle réalisé le 14/12/2024 par la société APAVE.</li> </ul> <p><b><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></b></p> <p>Les extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle annuel en juin 2025. Il a été noté, à la lecture du courrier du 3 mars 2025, que le contrôle du détecteur de fumée intégrera désormais un test avec générateur de fumée. Un registre des dispositifs d'alerte et de lutte contre l'incendie doit être mis en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Nous transmettre le registre de vérification des dispositifs d'alerte et de lutte contre l'incendie, une fois celui-ci mis en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Stockage des huiles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des huiles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] Stockage des huiles</p> <p>Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.</p> <p>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur</p>



*l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.*

*Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. [...] »*

**Constats :**

**Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'inspection a constaté que les huiles minérales sont collectées dans une borne dédiée, constituée d'une cuve double enveloppe. Cependant, la borne présente plusieurs points critiques :

- protection insuffisante : le bardage surplombant la borne et sa zone de rétention est insuffisant pour la protéger des intempéries, la rendant vulnérable aux infiltrations d'eau ;
- pollution visible : la zone de transvasement et le sol sont souillés par de l'huile usagée ;
- doutes sur la rétention : l'exploitant affirme que la borne est placée sur une rétention contenant du sable. L'inspection doute de l'étanchéité de cette rétention, car elle n'est pas hors d'eau et n'a jamais débordé, laissant supposer qu'elle n'est pas conçue pour retenir les fuites d'huile.

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Pour faire suite à la transmission en date du 3 mars 2025, il a été noté qu'une étude est en cours de réalisation par le BET AUSTRAL afin d'optimiser les déchetteries. Cette étude prévoit notamment la mise en place d'un dispositif de stockage des huiles à l'abri des intempéries. Les actions correctives seront mises en œuvre en fonction des recommandations émises. Un devis est actuellement en attente de la société ORTEC pour le remplacement du sable du bac, accompagné d'un test d'étanchéité. Lors de notre visite, il a été constaté l'absence d'évolution des constats mentionnés lors de la précédente inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Améliorer la protection : Il est nécessaire de placer hors d'eau la borne de collecte des huiles usagées contre les intempéries;
- nettoyer la rétention : La zone de transvasement et le sol doivent être nettoyés pour éliminer les traces d'huile usagée. Le sable présent sous la borne doit être évacué vers une installation pouvant accueillir ce type de déchets dangereux ;
- transmettre le BSD d'évacuation du sable souillé ;
- vérifier l'étanchéité de la rétention : L'étanchéité de la rétention doit être vérifiée et confirmée par un test d'étanchéité. Si elle n'est pas étanche, il est nécessaire de la remplacer par une solution conforme aux exigences réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Déchets dangereux – dispositions générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 8.1.1

**Thème(s) :** Autre, Déchets dangereux

**Prescription contrôlée :**

« [...] Dispositions générales

*À l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun*

cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site. [...] »

**Constats :**

**Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'inspection constate la présence de bacs étanches sans couvercles positionnés en bas ou en haut de quai contenant notamment :

- des D3E jouxtant le bungalow de stockage des D3E. L'exploitant explique que ce bac est un stockage intermédiaire de dépôt des D3E avant stockage dans le bungalow. Il conviendrait de couvrir ce bac afin de pouvoir maintenir l'intégrité des D3E pour qu'ils puissent être valorisés dans le cadre de la filière REP ;
- des déchets diffus spéciaux, en particulier des bidons de combustible de poêle à pétrole de 20 litres. L'exploitant explique que ces contenants sont des DMS hors cadre de la filière REP des déchets diffus spéciaux (DDS). Ces déchets sont pris en charge par la société AVC. L'inspection rappelle que ces contenants doivent être stockés dans un local adapté à l'accueil des DDS.

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Le bac grillagé des D3E a été mis à l'abri dans le local dédié. Lors de notre visite, il n'a pas été constaté de stockage de bidons DDS dans des bacs positionnés au droit des quais. Le stockage des bidons DDS est réalisé dans le bungalow prévu à cet effet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Broyage de déchets verts**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 8.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Broyage de déchets verts

**Prescription contrôlée :**

« [...] Le broyage des déchets verts est réalisé au moins une fois par mois à l'aide d'un broyeur mobile, afin de prévenir les risques de nuisances olfactives. »

**Constats :**

**Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'exploitant présente un planning d'intervention pour la réalisation du broyage des déchets verts sur le site, mais il ne mentionne pas le site de Bonneuil-Matours. L'inspection constate que le broyage des déchets verts est effectué dans les autres déchetteries à une fréquence moyenne de 15 jours.

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2024 :**

Le planning d'intervention 2024 pour le broyage de Bonneuil-Matours, ainsi que les factures, a été transmis par courrier en date du 3 mars 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets dangereux

**Prescription contrôlée :**

« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; [...] »

**Constats :**

**Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'inspection constate le registre ne retranscrit pas l'ensemble des éléments attendus, il manque notamment :

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement,
- les unités de la quantité de déchet sortant (tonne ou en m<sup>3</sup>)

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Il est à noter l'absence d'indication du tonnage, du code déchet et de l'exutoire concernant les déchets DDS et les batteries, après examen du registre présenté lors de notre visite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compléter le registre des déchets sortants conformément aux dispositions l'arrêté du 31 mai 2021

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Traçabilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R. 541-45

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets dangereux

**Prescription contrôlée :**

« I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de

déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] »

**Constats :**

Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :

L'exploitant dispose d'un seul compte Trackdéchets pour l'ensemble de ses installations, y compris ses déchèteries. Pour distinguer les différentes installations émettant des déchets dangereux, la collectivité renseigne les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) avec une adresse différente de celle associée au numéro SIRET du siège. L'inspection informe l'exploitant que chaque installation devrait être gérée comme un établissement distinct, avec un SIRET spécifique et un compte Trackdéchets propre.

Les BSD sont correctement renseignés.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Un délai supplémentaire a été demandé, suite à la transmission du courrier du 3 mars 2025, concernant la création d'un numéro de SIRET et la modification correspondante dans TrackDéchet. Lors de la visite, l'exploitant nous a indiqué qu'un délai de deux mois était nécessaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Transmettre les nouveaux numéros SIRET de chaque déchetterie exploitée par la Communauté d'Agglomération du Grand Châtelleraut ;
- créer un compte trackdéchet pour chaque déchetterie avec son numéro SIRET associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 12 : Traçabilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R. 541-43

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets dangereux

**Prescription contrôlée :**

« [...] II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; [...]

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...] »

**Constats :**

Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :

L'exploitant utilise Trackdéchets pour le site de Bonneuil-Matours mais avec en utilisant numéro

SIRET du siège (cf. Point précédent)
<p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></p> <p>Un délai supplémentaire a été demandé, suite à la transmission du courrier du 3 mars 2025, concernant la création d'un numéro de SIRET et la modification correspondante dans TrackDéchet. Lors de la visite, l'exploitant nous a indiqué qu'un délai de deux mois était nécessaire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transmettre les nouveaux numéros SIRET de chaque déchetterie exploitée par la Communauté d'Agglomération du Grand Châtelleraut ;</li> <li>• créer un compte trackdéchet pour chaque déchetterie avec son numéro SIRET associé.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois